

Brochure n° 3090 | Convention collective nationale

IDCC : 1527 | **IMMOBILIER**  
**(Administrateurs de biens, sociétés immobilières, agents immobiliers, etc.)**

**Avenant n° 101 du 13 décembre 2023**  
relatif à la révision des taux de cotisations de la garantie  
remboursement de frais de santé

NOR : ASET2450194M  
IDCC : 1527

Entre l’(les) organisation(s) professionnelle(s) d’employeur(s) :

**FNAIM ;**  
**SNPI ;**  
**UNIS,**

d’une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**CFTC CSFV ;**  
**FS CFTD,**

d’autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Préambule**

L’objet du présent avenant est de réviser le taux de cotisations de la garantie remboursement de frais de santé, telle que définie à l’article 2.2 de l’annexe III de la convention collective nationale de l’immobilier.

**Article 1<sup>er</sup> | Modification de l’article 2.2 de l’annexe III de la CCNI**

Le tableau des cotisations figurant à l’article 2.2 de l’annexe III de la CCNI est remplacé par le tableau suivant :

**Tableau des taux de cotisations**

Régime général	Frais de santé obligatoire adulte	1,65 % PMSS <sup>[1]</sup>
	Frais de santé obligatoire enfant	0,92 % PMSS <sup>[1]</sup>
Régime Alsace-Moselle	Frais de santé obligatoire adulte	0,84 % PMSS <sup>[1]</sup>
	Frais de santé obligatoire enfant	0,55 % PMSS <sup>[1]</sup>
[1] PMSS : plafond mensuel de la sécurité sociale.		

## Article 2 | *Entrée en vigueur. Formalités de dépôt*

Sous réserve des dispositions législatives sur l'exercice du droit d'opposition dans les conditions définies par la loi, le présent avenant prend effet :

- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 pour les entreprises adhérentes à une organisation patronale signataire du présent avenant ;
- le 1<sup>er</sup> jour suivant la publication au *Journal officiel* de l'arrêté ministériel d'extension du présent avenant pour les autres entreprises.

Compte tenu de l'objet de l'avenant, destiné à réviser le taux des cotisations relatives à la garantie remboursement des frais de santé, quelle que soit la taille de l'entreprise, celui-ci ne comporte pas de dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de cinquante salariés.

Le présent avenant est également consultable sur le site de la branche :

<https://branchedelimmobilier.fr/accords/>

Les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent avenant.

*Fait à Paris, le 13 décembre 2023.*

(Suivent les signatures.)